

LE MOT DU PRÉSIDENT

En ce début d'année, en mon nom, au nom des membres du conseil d'administration et au nom de l'ensemble des salariés de notre association, je présente à tous nos partenaires nos meilleurs vœux pour l'année 2013. J'espère que durant cette nouvelle année soient renforcés nos liens pour une meilleure efficacité de notre action dans l'aide aux usagers de drogue et pour le bien commun.

La rigueur budgétaire annoncée va nous obliger à être plus efficaces avec des moyens financiers que nous espérons maintenus. Cela ne pourra se réaliser sans une concertation accrue et une meilleure coordination de l'action de l'ensemble des partenaires qui agissent sur les arrondissements du Nord-Est parisien : les associations du champ de la toxicomanie, les services médico-sociaux, les associations d'habitants. Ces actions doivent être menées dans une concertation constante avec les élus parisiens, les autorités de l'État et l'Agence Régionale de Santé qui doivent peut-être mieux coordonner leurs demandes.

Ce deuxième numéro de notre lettre est consacré à l'influence de la rénovation urbaine sur la problématique des usagers de drogue, sur la vie des habitants des quartiers concernés et ses conséquences sur le travail que nous menons. Cette réflexion montre la nécessité de mettre en place de nouvelles réponses plus adaptées ; le projet de salle de consommation à moindre risque en est un des aspects.

Notre association cherchera cette année à évoluer comme elle l'a toujours fait. Nous comptons, au-delà de nos missions classiques de médiation, élargir notre intervention en direction de nouveaux partenaires : la SNCF et les parkings Vinci.

Nous développerons aussi notre offre de formation pour les agents publics et privés qui sont de par leur travail en contact avec les usagers de drogue.

Jean BLOCQUAUX

L'INVITÉ

En 1995, quand je suis devenu Maire du 19^e arrondissement, la question des habitats insalubres nous est immédiatement apparue comme une de nos priorités. Ceux-ci étaient nombreux, notamment dans le nord de l'arrondissement, et les personnes vivaient dans des conditions indignes. Dans cette situation d'urgence sanitaire, nous avons donc travaillé à la rénovation urbaine de ces quartiers, plus particulièrement des secteurs Stalingrad et Bassin de la Villette, avec pour objectifs leur embellissement, l'amélioration du vivre ensemble et la mixité sociale.

Ainsi qu'il est dit dans cette lettre, les opérations de renouvellement urbain ont eu un impact fort sur ces quartiers et nous devons accompagner les habitants et les nouveaux arrivants. La présence d'usagers de drogues dans les halls d'immeuble à Stalingrad et autour du Bassin de la Villette était fréquente avant ces rénovations. Les opérations d'aménagement urbain ont conduit ces publics précarisés sur l'espace public et nous avons vu apparaître des « scènes ouvertes » qui posaient à la fois la question de la cohabitation avec des habitants ayant de fortes attentes sur l'amélioration de leur quotidien, et des questions sanitaires et sociales importantes.

En menant des actions de médiation auprès des habitants et des agents de la Ville confrontés aux toxicomanies, tout en maintenant un lien avec les usagers de drogues, *Coordination Toxicomanies* a effectué un travail très novateur. Il a permis de développer des outils de suivi et d'accompagnement pour l'ensemble des personnes vivant sur le territoire comme par exemple notre cellule de suivi à Stalingrad mise en place en 2010.

Si le travail de médiation a su évoluer au rythme des rénovations urbaines, la prise en charge globale des toxicomanies doit être le nouveau chantier.

Roger Madec
Maire du XIX^e arrondissement
Sénateur de Paris

EN BREF

Une convention de partenariat a été signée fin octobre avec la Fondation Vinci sous forme d'un soutien financier permettant à *Coordination Toxicomanies* de mener à bien son projet d'ouverture d'un centre de formation. Cette aide sera essentiellement dédiée à la mise aux normes de nos locaux afin de pouvoir assurer des formations.

Avec l'arrivée du tramway à la porte de la Chapelle et la transformation profonde des circulations qu'elle va induire, le sort des consommateurs de drogues présents sur le secteur a fait l'objet de plusieurs réunions des professionnels concernés à l'Hôtel de Ville, la Préfecture de Police et la Préfecture de Région.

À l'occasion du rapprochement de *Coordination Toxicomanies* avec Paris Habitat, engagé en octobre 2012, l'observatoire local des toxicomanies renforce son activité de recensement des événements associés à la revente et à la consommation de drogues dans les territoires et l'évaluation de leur impact sur le cadre de vie des habitants.

Coordination Toxicomanies s'est inscrite en décembre dans le dispositif de « Tour de gare Sociétal » mis en place sur les gares de l'Est et du Nord par la SNCF. En proposant aux acteurs sociaux et médico-sociaux de faire un point biennuel sur la situation dans le secteur, la SNCF participe ainsi à la gestion environnementale de ce dernier.

RÉNOVATION URBAINE ET SCÈNES DE DROGUES

Le nœud routier de la porte de la Chapelle dans le 18^e arrondissement à Paris, comme la place Stalingrad dans le 19^e, à l'abri des regards, sont occupés par des consommateurs de drogues. Leur choix est guidé par la relative tranquillité qu'ils y trouvent ainsi que la relégation dans laquelle sont ces lieux à l'écart des zones de passages et *a fortiori* d'habitations.

Ces regroupements attirent d'autres consommateurs qui alimentent le trafic en produits à consommer sur place. Ceux-ci sont présents quelques heures ou plusieurs jours et souvent bénéficient de lieux de repli, soit un hébergement, soit une famille, qui peuvent les accueillir de temps en temps. Des scènes ouvertes permanentes se constituent ainsi par l'alliance de consommateurs installés et de consommateurs de passage.

Leur exclusion de la vie de la cité se trouve renforcée par les conditions d'indignité dans lesquelles ils vivent et la volonté qui les a poussés initialement à choisir un espace de vie collectif. Leurs revendications d'auto-organisation se fragilisent donc et se perdent dans ces lieux impossibles à gérer. La « convivialité » d'origine fait ainsi place à la violence et les riverains deviennent alors les témoins impuissants de la dégradation à la fois des personnes consommatrices de drogues et de leur environnement.

Quelles réponses à cette exclusion ?

Notre action de proximité et de médiation s'est poursuivie dans trois directions : permettre aux habitants d'accéder à la compréhension des phénomènes de territoire, accompagner et soutenir les intervenants sociaux et les services publics dans la prise en compte de cet environnement, orienter les consommateurs de drogues.

Aux alentours de la place Stalingrad nous avons accompagné des habitants nouvellement arrivés dans la structuration d'une action collective visant à s'approprier les espaces communs et publics sans augmenter les tensions avec les consommateurs de drogues qui avaient confisqué ces espaces à leur seul profit. C'est ainsi que les habitants ont pu développer ponctuellement des projets renforçant les liens entre eux.

Parallèlement, nous avons mis en place, en partenariat avec le club de prévention gestionnaire d'un point écoute tout proche, une permanence pour les habitants.

Nous avons également développé des relations avec les services publics : la direction des espaces verts, la direction de la propreté, celle de la petite enfance, afin de procéder à des médiations leur permettant de réaliser plus facilement leurs missions, et surtout de rompre l'isolement et le sentiment d'impuissance qui nourrissent peurs ou découragement. Ce travail s'est inscrit dans un large partenariat avec les équipes de développement local de la

« Politique de la Ville », dans le cadre de réunions régulières avec les services présents sur le secteur et d'un échange au sein d'une cellule de veille mise en place par la mairie d'arrondissement.

Enfin, un travail de lien avec les consommateurs de drogues a été engagé sur les secteurs de la porte de la Chapelle et d'Eole/Stalingrad visant à réamorcer un parcours de soin cohérent à la fois pour les plus exclus d'entre eux, objectivement dans une situation sanitaire et sociale alarmante, et pour les plus visibles dans l'espace public. Cette action s'est inscrite dans deux dispositifs ad hoc mis en place.

L'un concerne le travail d'évacuation des squats pour lequel nous avons été soutenus par la cellule hébergement de la préfecture et la Ville de Paris. Il vise à accompagner des parcours de soins par l'hébergement lors des évacuations. L'autre, pour Stalingrad avec le même objectif s'appuie sur une offre hôtelière portée par l'association Aurore. Ces deux dispositifs ont permis de toucher une cinquantaine de consommateurs de drogues qui sont aujourd'hui inscrits dans des parcours de soins leur permettant d'envisager un autre avenir que celui de la fréquentation des scènes de drogues.

Cet ensemble d'actions engagées simultanément et en direction de tous les acteurs concernés est productif de sens et de résultats pour accompagner les rénovations urbaines.

CE QU'ILS EN DISENT

Interview de Madame Elodie Simonetti, responsable de la halte-garderie de la rue Caillié, dans le 18^e arrondissement.

La rénovation urbaine de l'îlot Caillié a-t-elle engendré une augmentation des tensions en lien avec les drogues ressenties par les parents et les personnels de la halte-garderie et quelles ont-elles été ?

La halte-garderie a été créée il y a cinq ans au moment de la réhabilitation de l'îlot Caillié. Les parents et les personnels éducatifs ont toujours connu une fréquentation importante des alentours par les usagers de drogues, notamment des fumeurs de crack. Les interactions avec la population étaient essentiellement basées sur la peur et la méconnaissance de l'autre.

Il faut noter que ce sentiment d'insécurité était ressenti de manière plus intense par les professionnels que par les parents, certainement parce que les parents côtoyaient les usagers de drogues au quotidien dans le quartier, les personnels de la halte-garderie n'y habitant pas nécessairement. Ces tensions étaient aussi essentiellement liées au fait que la porte d'entrée de la halte-garderie représentait un abri naturel pour les usagers de drogue. Nous devions donc intervenir régulièrement pour les faire partir, toujours avec un sentiment de peur et d'incompréhension.

En quoi notre compréhension et prise en compte de ces éléments ont-elles permis d'atténuer l'appréhension envers ces phénomènes ?

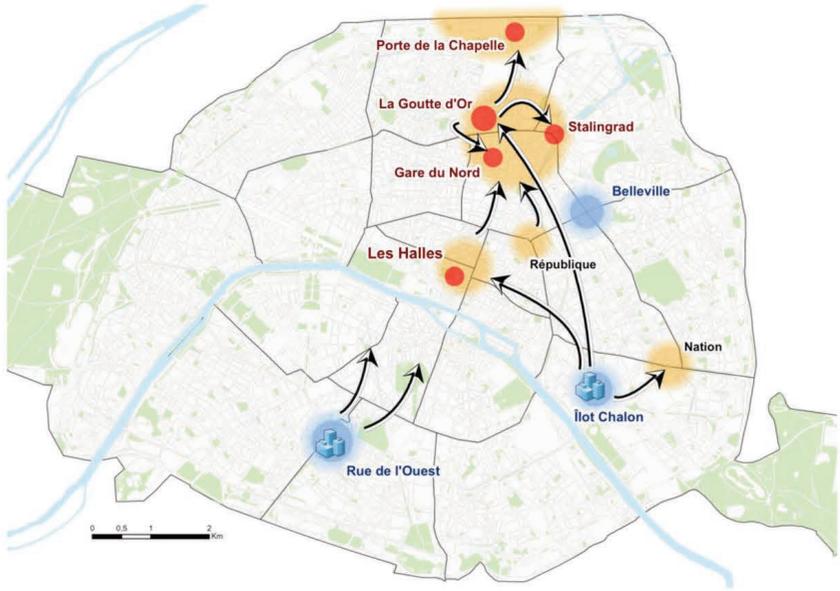
Depuis la mise en place d'un partenariat avec *Coordination Toxicomanies* et ses interventions régulières d'information et de médiation, nous avons pu faire évoluer partiellement les représentations négatives que nous portions sur les usagers de drogues. Ainsi, le ressenti de peur a laissé place à une meilleure compréhension des pratiques et des comportements des personnes que nous croisons.

Les réunions organisées avec les équipes de *Coordination Toxicomanies* ont également suscité un vif intérêt de la part de nos salariés. Le lien tissé avec les intervenants et leurs explications nous ont permis

de mieux accompagner les enfants et les familles accueillies en créant des conditions propices à de futurs dialogues avec les usagers de drogues.

Dans un contexte socio-économique difficile, un travail sur l'estime de soi des familles du quartier renforcerait leurs possibilités de devenir véritablement acteurs de leurs propres choix par rapport aux diverses problématiques des drogues.

Nous souhaitons donc continuer avec *Coordination Toxicomanies* ces échanges qui permettront par les liens qu'ils tissent d'atténuer les tensions dans un quartier à la diversité culturelle importante. Ces liens permettent d'inclure l'ensemble des identités qui fréquentent cette partie de l'arrondissement avec pour objectif le respect de chacun.



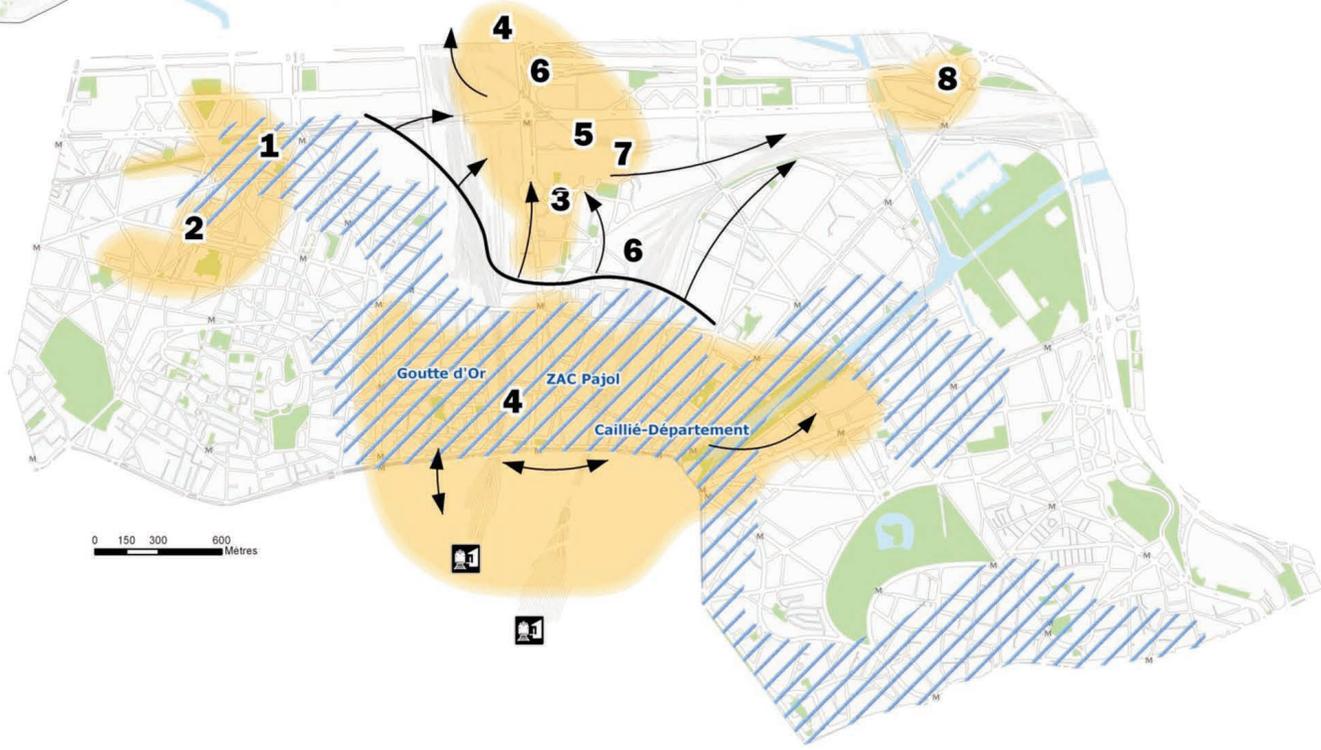
Tensions liées aux drogues dans les espaces publics et intrusés

-  au début des années 80
-  à partir des années 90
-  concentration des phénomènes

Conséquences de la rénovation urbaine

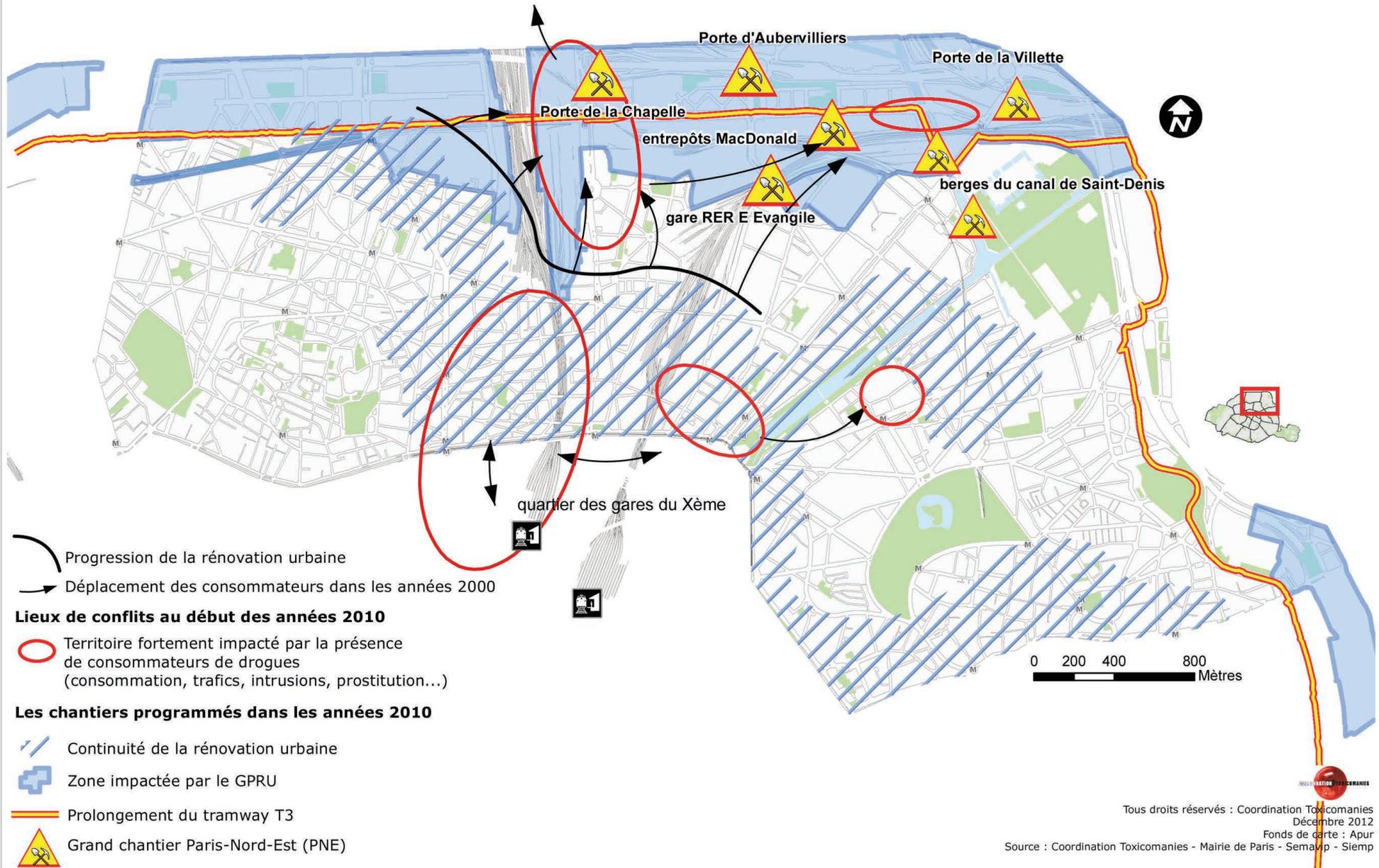
-  au début des années 80
-  déplacements massifs de consommateurs de drogues dans les années 80
-  à partir des années 90 dans le Nord-est parisien
-  front "pionnier" de la rénovation urbaine
-  déplacements importants de consommateurs de drogues à partir des années 90
- 1...2...** ordre chronologique d'établissement de squats de consommateurs de drogues du Nord-est parisien

Impacts de la rénovation urbaine sur les déplacements des consommateurs de drogues



Tous droits réservés : Coordination Toxicomanies
 Décembre 2012
 Fonds de carte : Apur
 Source : Coordination Toxicomanies - Siemp - Semavip

L'accélération de la rénovation urbaine : quels impacts sur le territoire pour les consommateurs de drogues ?



Au début des années 80, l'îlot Chalon et la rue de l'Ouest, à proximité respectivement des gares de Lyon et Montparnasse, correspondaient aux espaces parisiens les plus impactés par les problématiques des drogues. Ces véritables scènes ouvertes (consommation visible, trafics, prostitution, etc.) furent l'objet de grands chantiers qui déclenchèrent le déplacement des consommateurs vers d'autres quartiers de Paris (carte 1).

Nombre d'entre eux se dirigèrent vers la Goutte d'Or dans le 18e arrondissement et la place de la bataille de Stalingrad dans le 19e. L'habitat de ces quartiers en grandes difficultés socio-économiques était en voie de dégradation voire déjà insalubre. Les immeubles, entrepôts et espaces ouverts vacants ou peu surveillés étaient propices à devenir de nouvelles zones refuge pour les consommateurs de drogues.

Dès les années 90, la rénovation urbaine¹ impacte ces quartiers, parmi les derniers relevant de programmes de ce type avant l'engagement des grands projets de renouvellement urbain² au début des années 2000. Ainsi, plus de 300 grands chantiers de destruction/reconstruction ou de rénovation d'immeubles ont été réalisés dans les 18e et 19e arrondissements. La démolition d'immeubles délabrés - qui permettaient aux consommateurs de se reposer, s'abriter, consommer en sécurité - et leur mise en chantier entraînent de nouveau des mouvements inter-quartiers de cette population.

En quête d'espaces refuge

La diminution de ce type d'espaces pousse les consommateurs aux marges du territoire (carte 1). Géographiquement, d'abord, puisque de plus en plus d'entre eux sont rencontrés aux franges du Nord-est parisien, dans les emprises SNCF des gares du Nord et de l'Est, les entrepôts, sur les boulevards des Maréchaux (Ney, Macdonald...) etc. et aussi, sur le plan urbain, dans des espaces marginaux au sein même des zones en rénovation (parkings souterrains, toilettes publiques) et fragilisés par leur environnement : abords des gares, des stations de métro...

La rénovation urbaine, pendant sa durée, tend à renforcer la fragilité des quartiers impactés. La démolition de l'habitat dégradé et des équipements obsolètes, la mise en chantier de nouveaux bâtiments ou d'immeubles à rénover provoquent les mouvements des consommateurs de drogues au sein même des quartiers. La recherche d'abris, de refuges les poussent à investir des espaces peu touchés jusqu'alors, voire pas du tout, par ces phénomènes.

Les parkings publics, les parcs et les jardins, notamment ceux insérés dans des quartiers déjà touchés par les problématiques des consommations et trafics, sont désormais davantage investis, surtout lorsqu'ils sont à l'abri des regards et moins bien intégrés dans la ville. Les tensions avec les riverains n'en sont pas nécessairement moins fortes puisque ces espaces restent des points de contacts entre différentes populations. Les consommateurs de drogues ne sont en revanche plus un public aussi bien identifié, ce qui déclenche une exacerbation des tensions à proximité de ces zones, désormais de plus en plus restreintes.

Les zones historiques de présence de consommateurs continuent ainsi d'être des lieux de conflit de territoire : la rénovation n'est donc pas en totale capacité de modifier en profondeur les activités structurelles liées aux drogues (carte 2). Elle influe sur le déplacement des personnes et des pratiques mais n'annihile pas les tensions. Les comportements des consommateurs de drogues sur les territoires changent, leur perception par les autres acteurs aussi.

Ségrégation territoriale

De plus, la rénovation urbaine des quartiers renforce la ségrégation territoriale : certaines rues ou immeubles sont rénovés tandis que d'autres îlots auxquels on ne touche pas restent fixateurs des problématiques liées aux drogues. C'est notamment le cas des zones de trafics, établies dans ou à proximité immédiate des lieux d'entrée des produits à Paris et de confection du crack.

Des salles de consommation « à risque renforcé » dans des sanisettes, parkings et campements sauvages se développent à l'intérieur même de ces quartiers, renforçant ainsi l'insécurité sanitaire des consommateurs et le sentiment d'insécurité des riverains. Près d'un million de seringues ont été distribuées en 2011 à Paris. Des milliers d'entre elles sont abandonnées, usagées, dans les espaces publics.

La rénovation urbaine progresse dans le Nord-est parisien selon un axe sud-ouest/nord-est, les déplacements d'une partie des consommateurs de drogues les plus précarisés accompagnant ce front de reconquête des espaces délabrés ou abandonnés (carte 1). Les zones refuge désormais impactées par les drogues se trouvent donc repoussées contre le boulevard périphérique nord entre les portes de Saint-Ouen et de la Villette. De grands chantiers de renouvellement urbain sont sur le point de débiter, selon une volonté politique affichée de réintégrer ces espaces à la ville, de les sortir de leur marginalité (carte 2). Ce sont des zones du territoire mal connectées au reste de la ville.

L'ouverture des chantiers dans les sites portes de Montmartre — Clignancourt — Poissonniers et Paris Nord-est du Grand projet de renouvellement urbain (GPRU)³ va modifier en profondeur un ensemble de territoires jusqu'alors en grande difficulté, tant du point de vue socio-économique que de celui du mieux vivre ensemble au sein de la ville.

Une politique pour la mixité sociale

Le développement des transports (ligne 12 du réseau métropolitain, lignes 3 et 8 du tramway et nouvelle gare Éole-Évangile de la ligne E du RER) permettra l'installation et le développement de nouvelles activités économiques et entraînera l'arrivée de nouvelles populations qui travailleront (590.000 m² d'activités, de bureaux et de commerces) et/ou logeront dans les 600.000 m² de logements sociaux et privés à construire. Un phénomène de « gentrification » pourrait alors se développer dans ces territoires.

Un nouveau quartier intercommunal devrait voir le jour avec la couverture partielle du périphérique entre les territoires nord du 18e et ceux du sud de la Plaine Saint-Denis.

Autant de modifications qui impacteront en profondeur et de façon permanente ces quartiers refuge pour de nombreuses personnes en grande précarité dont un nombre conséquent de consommateurs de drogues. Les opérateurs publics (Ville, Région, État) souhaitent que ce mouvement de requalification s'accompagne d'une politique sociale permettant de préserver une mixité à partir de la promotion des populations y vivant et marque une rupture avec les politiques d'urbanisme antérieures qui ont provoqué le déplacement des populations consommatrices de drogues.

Ainsi le sort des personnes précarisées par leur addiction et inscrites dans ces territoires en pleine mutation devient un enjeu de la réussite de la rénovation urbaine. Il faut ainsi veiller à ce que les consommateurs de drogues en grande précarité ne subissent pas de plein fouet les conséquences des profondes modifications urbaines dès à présent engagées, notamment dans le Nord-est parisien, périmètre fixateur depuis près de 30 ans de la majorité de ces personnes.

1) Opération d'aménagement urbain, de rénovation, de réhabilitation et de reconstruction de bâtiments d'habitat ou d'équipement dégradés, à l'échelle d'un quartier.

2) Opération d'aménagement urbain d'amélioration du cadre de vie (habitat, équipements publics, transports...), d'actions de proximité (enfants, jeunes et personnes en difficulté notamment), de développement économique (implantations d'activités économiques et commerciales, insertion, accès à l'emploi...) et de solidarité avec les communes voisines (projets communs, développement des échanges) à l'échelle d'une ville.

3) Pour plus d'informations, consulter notamment le site Internet : http://www.paris.fr/politiques/vie-de-quartier/grand-projet-de-renouvellement-urbain-g-p-r-u/rub_6144_stand_612_port_13817

OPÉRATION PRÉVENTION PROPRETÉ

Pour travailler la question de salubrité publique qu'entraîne l'abandon de seringues aux abords de la gare du Nord, les réunions organisées en mairie du 10^e arrondissement en 2011 ont débouché sur l'organisation d'une Opération concertée de nettoyage approfondie (Ocna) commune aux 10^e et 18^e arrondissements. Cette opération a eu lieu en avril 2012 pendant dix jours avec la tenue de quatre stands. Elle a permis aux différents partenaires de sensibiliser les consommateurs de drogues et les habitants à cette question, notamment à l'aide d'une plaquette réalisée spécialement pour l'occasion.

Pour mieux l'identifier, l'opération a été rebaptisée « Opération Prévention Propreté ». D'autres stands seront organisés au printemps prochain. Nous avons maintenu un travail de sensibilisation sur le territoire. Aussi, il a été décidé que les agents de la Direction de la Propreté et de l'Environnement des 10^e et 18^e arrondissements, les agents du SMASH (Service municipal d'actions de salubrité et d'hygiène) et un médiateur de *Coordination Toxicomanies* réaliseraient des maraudes communes. Ceci afin de sensibiliser les consommateurs de drogues sur les risques liés à l'abandon de seringues et plus par-

ticulièrement sur les conditions de travail des agents concernés. À ce jour deux maraudes ont été organisées.

LES SYMPHONIES

À la suite du travail effectué aux Symphonies, structure d'accueil pour seniors gérée par le CASVP et confrontée à des intrusions de consommateurs de drogues, un premier moment d'échanges avec les habitants a eu lieu. Il leur a permis d'exprimer leurs difficultés et d'élaborer collectivement différentes actions à mener. Ainsi, en partenariat avec Paris Habitat, les Symphonies et l'équipe de développement local, nous avons proposé la réalisation de dessins à accrocher dans les parties communes pour sensibiliser les consommateurs de drogues et réinvestir l'espace. Les enfants présents à ce premier échange ont commencé à dessiner pendant la réunion. Une autre séance, exclusivement orientée sur la créativité et à laquelle huit enfants de l'immeuble ont participé, s'est tenue le 12 décembre.

CYCLE DE SENSIBILISATION DES AGENTS DE LA GOUTTE D'OR

Pour la seconde fois cette année, *Coordination Toxicomanies* a animé une action de sensibilisation en direction des professionnels de proximité intervenant sur la

question de la consommation et du trafic de drogues à la Goutte d'Or.

Cette action est faite dans le cadre de la cellule de gestion urbaine de proximité animée par l'équipe de développement local réunissant des services de la ville, des associations d'habitants, des professionnels impliqués dans les problématiques de cadre de vie.

Ces quatre demi-journées ont permis de toucher 19 professionnels intervenant de façon très variée sur celle-ci : gardiens d'immeubles, agents de la DEVE, correspondants de nuit, inspecteurs de sécurité de la Mairie de Paris.

Afin de pouvoir mieux anticiper les réactions des consommateurs de drogues du quartier, les professionnels formés souhaitent avoir une meilleure connaissance des drogues consommées comme le crack, le cannabis, les produits de substitution et les médicaments d'usage détournés et l'alcool.

Comment désamorcer les tensions

D'autres thèmes ont été abordés comme la législation en matière de drogues en France et à l'étranger ou le système de soin et de prise en charge des publics consommateurs de drogues.

L'objectif de cette formation était d'apporter aux professionnels de proximité des

connaissances très concrètes leur permettant de mieux réagir dans les situations toujours délicates liées aux drogues et aux comportements des consommateurs.

Une préoccupation particulière est notamment ressortie très fortement sur l'accompagnement des adolescents et des jeunes adultes très présents dans les espaces publics du quartier et la façon de désamorcer les tensions avec ce public parfois engagé dans la consommation voire dans le trafic.

L'initiative devrait être reconduite en 2013 et s'ouvrir à un plus grand nombre des acteurs de la Goutte d'Or impliqués dans la cellule de gestion urbaine de proximité.

AGENDA

JANVIER 2013

Outre les formations qu'elle assure déjà pour les diverses institutions, *Coordination Toxicomanies* débutera en janvier 2013 un cycle de formations destinées aux salariés de ses partenaires non institutionnels confrontés aux nuisances dues aux drogues dans l'exercice de leur profession.

28 FÉVRIER 2013

Le Conseil d'administration de l'association se réunira dans ses locaux le jeudi 28 février 2013 à 19 heures.

21 MARS 2013

L'Assemblée générale annuelle de l'association se tiendra dans ses locaux le jeudi 21 mars 2013 à 19 heures.

PREMIER TRIMESTRE 2013

Restitution de l'étude réalisée par Joanne GUILLERMIN, qui a effectué son apprentissage de master en géopolitique locale à *Coordination Toxicomanies*. Cette étude porte sur les « Impacts aux territoires des scènes de drogues parisiennes ».

LE MOT DE LA DIRECTION

Le bouleversement que provoquent les mutations liées au renouvellement urbain nécessite compréhension et accompagnement. Accompagnement des populations qui vivent dans les quartiers et les voient se transformer, accompagnement des nouveaux arrivants hors de l'histoire sociale et urbaine du territoire.

Eviter une relégation supplémentaire aux publics les plus fragiles que sont les consommateurs de drogues nécessite d'accompagner les habitants dans leur représentation des dangers liés aux drogues et du statut des consommateurs. C'est le travail quotidien des équipes de proximité comme illustré dans cette lettre.

C'est aussi interpellier les pouvoirs publics sur la nécessité d'adapter les dispositifs de prise en charge des consommateurs de drogues, de stimuler l'innovation et l'adaptation de ceux-ci, d'appuyer les intervenants médico-sociaux dans la compréhension des changements territoriaux.

C'est permettre enfin à tous de conforter ou de reconquérir un statut de citoyen à part entière.

COORDINATION TOXICOMANIES, Association loi 1901 - 46 rue Custine 75018 Paris, 01 53 28 08 89 - infos@coordtox.org

Tous droits réservés - Lettre d'information périodique, dépôt légal en cours

Directeur de la publication : Jean Blocquaux - Responsable de la rédaction : Siska Piérard - Graphiste : Ahmed Chardi

Ont contribué à ce numéro : Pierre Besnard, Sandrine Fortunée, Malika Khetta, Pierre Leyrit, Caroline Richard et Johanne Rosier